



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 28 septembre 2022



D'importantes réalisations socio-économiques et des indicateurs prometteurs

La rencontre Gouvernement-walis, tenue samedi et dimanche à Alger, a constitué une halte pour évaluer les réalisations socio-économiques concrétisées sur le terrain, durant une année dans différentes wilayas du pays, à la lumière d'indicateurs positifs présageant davantage de réalisations au profit du citoyen.



Sommet arabe d'Alger : Un pari pour la paix

Outre le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, le président de l'Union africaine et le président du Mouvement des non-alignés, une vingtaine de Présidents, Rois et Émirats sont attendus à Alger.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Algérie-UE: un projet de jumelage pour renforcer les capacités de la Cour des comptes

Un projet de jumelage pour le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles de la Cour des comptes, notamment en matière de certification des comptes de l'Etat, a été lancé mardi à Alger, et ce, dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Une batterie de mesures pour promouvoir l'écosystème des startups

Une batterie de mesures a été mis en œuvre par le gouvernement durant les 12 derniers mois, dans l'objectif de promouvoir l'écosystème des startups et de l'innovation, selon la Déclaration de politique générale du gouvernement dont l'APS a obtenu une copie.



Déclaration de politique générale du Gouvernement, Politique sociale de l'Etat : Consolider le pouvoir d'achat, soutenir les catégories vulnérables

La déclaration de politique générale du gouvernement, qui sera présentée, début octobre, à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, qualifie la politique sociale menée durant la période allant de septembre 2021 à août 2022 d'«efficiente» et d'«équitable».



Algérie-UE, Projet de jumelage pour renforcer les capacités de la Cour des comptes : S'appropriier les techniques modernes de l'audit

La Cour des comptes, s'attelle à s'adapter aux réformes orientées vers la performance et le résultat en matière de gestion budgétaire». Un projet de jumelage pour le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles de la Cour des comptes, notamment en matière de certification des comptes de l'Etat, a été lancé hier à Alger, et ce, dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).



[Déclaration de politique générale du Gouvernement : Relance et renouveau économiques](#)

Sans économie nationale fiable et compétitive, se basant sur des leviers modernes et efficaces, aucun pays au monde ne peut protéger ni pérenniser son indépendance, ses indépendances devrions-nous dire ! En effet, une économie forte et une aisance financière induite par des exportations de produits de l'industrie contribuent à consolider l'indépendance de décision et de politique des pays.



[Cour des comptes : une nouvelle ère de la gestion publique](#)

Intervenant ce mardi à l'ouverture du séminaire de lancement du projet de jumelage portant sur le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles de la Cour des comptes, Jean-Pierre Bayle, représentant du Premier président de la Cour des comptes française souligne, tout de go, que l'objectif du projet porte sur le «renforcement des capacités institutionnelles et professionnelle de la Cour des comptes algérienne».



[Hydrocarbures : les prix du pétrole se reprennent ce 27 septembre](#)

Ce mardi 27 septembre, les prix du pétrole ont enregistré une légère hausse selon le site OilPrice et les prévisions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Selon les chiffres du site OilPrice, le Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a gagné 1.38 % pour s'établir à 85.22 dollars le baril. Tandis que le West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en octobre a lui augmenté de 1.77 % pour atteindre les 85.72 dollars le baril.

Douanes: Saisie d'une importante quantité de comprimés psychotropes à El-Tarf et de 6.000 litres de mazout à Adrar

Les services des Douanes ont saisi une importante quantité de comprimés psychotropes à El-Tarf et 6.000 litres de mazout à Adrar, a indiqué ce mardi un communiqué de la Direction générale des Douanes. « Dans le cadre des efforts menés sur le terrain par les services opérationnels des brigades douanières, au titre de la lutte contre toutes les formes de contrebande, notamment le trafic de stupéfiants, les agents de l'Inspection principale de contrôle des voyageurs au poste frontalier d'El-Ayoun, relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'El-Tarf dans le territoire de compétence de la Direction régionale d'Annaba, ont saisi 1.442 comprimés psychotropes de type +Prégabaline 150 mg+, qui étaient dissimulés dans les bagages d'un voyageur », a précisé le communiqué.

« Dans le cadre des opérations menées conjointement par les brigades douanières et les services de sécurité, les agents de la brigade polyvalente de Timiaouine, relevant des services de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Djelfa dans le territoire de compétence de la Direction régionale de Béchar, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire, ont saisi 6.000 litres de mazout à bord d'un camion », selon la même source.

Cour des Comptes Lancement d'un projet de jumelage avec l'Union européenne

Un projet de jumelage pour le renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles de la Cour des comptes, notamment en matière de certification des comptes de l'état, a été lancé, hier, à Alger, et ce, dans le cadre du partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne (UE).

Satisfaire les besoins premiers des citoyens et de l'économie nationale Impératif de passer à un modèle économique productif

Sa dépendance chronique aux hydrocarbures, la masse financière toute relative et conjoncturelle qu'elle qu'ait été, l'Algérie devra désormais s'orienter à codifier son modèle économique pour passer à un modèle économique productif moins dépendant du pétrole et du gaz, et leur rente.

عاملون اقتصاديون في المنتدى الإعلامي للجمارك بوهران: سياسة كبح الاستيراد قضت على العجز التجاري

أجمع المشاركون في المنتدى الإعلامي الذي تنظمه المديرية الجهوية لجمارك وهران بالتنسيق مع غرفة التجارة والصناعة لناحية وهران إلى غاية مساء الأربعاء لفائدة المتعاملين الاقتصاديين وأرباب المؤسسات الاقتصادية، على أن السياسة الجديدة التي بدأت في تطبيقها الجزائر، القائمة على تشجيع الصادرات خارج المحروقات، أتت بثمارها، بدليل أنها بلغت قفزة نوعية في سنة 2022 بتحقيقها ارتفاعا في قيمة الصادرات التي بلغت 25.922 مليار دولار خلال السداسي الأول من السنة الجارية 2022، وهو ما أدى إلى فائض في سجل الميزان التجاري في السداسي الأول من العام الجاري، في الوقت الذي تستهدف فيه الجزائر بلوغ عائدات من النفط خلال السنة الجارية نحو 50 مليار دولار، يضاف إليها الصادرات الأخرى غير النفطية التي ستكون في حدود 7 مليار دولار، وهو ما سيوفر عائدات قياسية هذه السنة من حيث المداخيل من العملة الصعبة.



المحلل الاقتصادي أحمد الحيدوسي: قانون المالية 2023 سيكون استثنائياً

شف المحلل الاقتصادي الدكتور أحمد الحيدوسي أنّ قانون المالية لسنة 2023، سيكون استثنائياً ويختلف عن سابقاته باعتباره سيكون بمثابة "ميزانية الأهداف"، خاصة بعد ارتفاع قيمة الدينار واحتياطات الصرف.



إطلاق مشروع توأمة في إطار الشراكة مع الاتحاد الأوروبي

أطلق، اليوم الثلاثاء، مشروع توأمة من أجل تعزيز القدرات المؤسساتية و المهنية لمجلس المحاسبة، لا سيما في مجال تصديق حسابات الدولة، وذلك في إطار الشراكة بين الجزائر والاتحاد الأوروبي. وفي هذا الصدد أوضح رئيس مجلس المحاسبة، عبد القادر بن معروف، في مداخلة، أن مشروع التوأمة المبرم مع مجمع يتكون من مجلس المحاسبة الفرنسي و"مجلس المحاسبة" البرتغالي، يرمي الى تعزيز قدرات مجلس المحاسبة الجزائري في مجال تصديق حسابات الدولة، والتدقيق المحاسبي للأداءات، وتقييم السياسات العمومية، وذلك "في تناغم مع المعايير و مع أفضل الممارسات الدولية".

INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

L'AAP1 : l'arme contre la bureaucratie

Très attendue, la loi régissant l'investissement promulguée fin juillet dernier est venue enrichir le dispositif réglementaire incontournable dans la perspective du renouveau économique du pays, avec comme ambition déclarée de rompre définitivement avec les pratiques qui ont longtemps valu à l'Algérie la réputation de pays pas très attrayant pour les investisseurs d'ici et d'ailleurs.

Une nouvelle ère commence, si l'on se fie aux investisseurs qui savent désormais à quoi s'en tenir, depuis la semaine dernière, avec la publication des huit textes d'application de la loi sur l'investissement, et ainsi parachever le cadre légal à travers lequel sont entérinés les principes de liberté d'investissement, de transparence et d'égalité. Dans la démarche suivie par les pouvoirs publics pour ressusciter l'envie d'investir en Algérie par les porteurs de capitaux, plusieurs chapitres et articles suggèrent clairement que l'Etat entend avant tout gagner la confiance des investisseurs, d'abord en instituant la "débureaucratisation" qui a pourri le climat des affaires en Algérie contre lequel se sont élevés depuis des années des potentiels investisseurs, avant même que le controversé rapport

ment. Ainsi, des dispositions énonçant clairement les garanties données aux investisseurs ainsi que leurs obligations sont énoncées à travers le deuxième chapitre de la nouvelle loi avant que soient définis, à travers le chapitre suivant, le cadre institutionnel en charge de l'investissement, le Conseil national de l'investissement et l'autre institution clé que constituera l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP1), dont l'installation interviendra demain. L'Agence qui prend ainsi le relais de la désormais ex-Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), tel que l'énonce l'article 18 de la nouvelle loi relative à l'investissement. Placée sous l'autorité du Premier ministre, et en coordination avec les administrations et organismes concernés, l'AAP1 assure, dans tous les



Photo : DNF

tion permettant aux investisseurs d'accéder aux données, de toute nature, nécessaires à la préparation de leurs projets, met en place des banques de données relatives aux opportunités d'affaires et aux ressources et potentiels, au niveau local, et tient une banque de données sur les disponibilités foncières destinées à l'investissement. En matière de facilitation, elle met en place et gère la plateforme numérique de l'investisseur, évalue le climat de l'investissement et propose des mesures à même de l'améliorer, offre toutes les informations nécessaires, notamment sur les opportunités d'investissement en Algérie, l'offre foncière, les incitations et avantages liés à l'investissement ainsi que les procédures y afférentes.

En matière de promotion de l'investissement, l'AAP1 se charge d'entreprendre toute action avec les organismes publics et privés en Algérie et à l'étranger pour promouvoir l'investissement en Algérie, élaborer et proposer un plan de promo-

tion de l'investissement aux niveaux national et local. C'est à elle également que revient de concevoir et de mettre en œuvre les actions de mobilisation des capitaux néces-

saires à l'investissement. C'est à elle également que revient de concevoir et de mettre en œuvre les actions de mobilisation des capitaux néces-

En matière de promotion de l'investissement, l'AAP1 se charge d'entreprendre toute action avec les organismes publics et privés en Algérie et à l'étranger pour promouvoir l'investissement en Algérie.

saires à la réalisation du plan de promotion de l'investissement. La longue liste de ses missions énumérées par le décret exécutif n° 22-298 du 8 septembre, fixant l'organisation et le fonctionnement de l'AAP1, donne aussi à l'institution la mission d'assurer les fonctions d'un service de mise en relation d'affaires et de facilitation des contacts entre investisseurs et promouvoir les opportunités d'affaires et de partenariat.

Il reste à savoir maintenant qui aura la lourde tâche de présider, en qualité de directeur général, aux destinées de l'AAP1 dont le conseil

tant des ministères de l'Intérieur, des Finances, d'un représentant du ministre chargé de l'investissement, du ministre chargé du Commerce, et d'un représentant de la Banque d'Algérie. Tous collaboreront pour la direction de l'AAP1 qui, ainsi, apparaît comme une institution clé du dispositif érigé pour la relance de l'investissement, ce qui explique peut-être pourquoi l'Etat a voulu entamer l'installation des entités en charge des questions liées à l'investissement par l'AAP1.

Azedine Maktour

L'institutionnalisation de la lutte contre la bureaucratie dans les affaires ressort à travers plusieurs articles et dispositions clés de la nouvelle loi relative à l'investissement.

annuel "Doing business" ne se mette à classer à chacune de ses éditions l'Algérie parmi les pays les moins propices pour les porteurs de capitaux à investir.

L'institutionnalisation de la lutte contre la bureaucratie dans les affaires ressort à travers plusieurs articles et dispositions clés de la nouvelle loi relative à l'investisse-

ment. Ainsi, des dispositions énonçant clairement les garanties données aux investisseurs ainsi que leurs obligations sont énoncées à travers le deuxième chapitre de la nouvelle loi avant que soient définis, à travers le chapitre suivant, le cadre institutionnel en charge de l'investissement, le Conseil national de l'investissement et l'autre institution clé que constituera l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP1), dont l'installation interviendra demain. L'Agence qui prend ainsi le relais de la désormais ex-Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), tel que l'énonce l'article 18 de la nouvelle loi relative à l'investissement. Placée sous l'autorité du Premier ministre, et en coordination avec les administrations et organismes concernés, l'AAP1 assure, dans tous les

domaines liés à l'investissement, un service d'accueil et d'information au profit des investisseurs, procède à la collecte, au traitement, à la production et à la diffusion de la documentation nécessaire à une meilleure connaissance des législations et réglementations en rapport avec l'investissement. Elle se charge de constituer des systèmes d'informa-

UN SÉMINAIRE LUI A ÉTÉ CONSACRÉ À ALGER

La Cour des comptes lance son projet de jumelage

Le renforcement des capacités de la Cour des comptes en matière de certification des comptes de l'Etat a été consolidé hier mardi à l'hôtel El Aurassi, lors du séminaire dédié au lancement du projet de jumelage entre la Cour des comptes française et le tribunal de Contas portugais.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Ce projet s'inscrit dans le cadre de la loi organique n°18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances (LOLF). Celle-ci prévoyait une plus grande transparence dans la gestion budgétaire. L'enjeu de sa mise en œuvre qui se fera dès le 1^{er} janvier 2023 est de faire passer la «gestion publique d'une logique budgétaire de moyens à une logique budgétaire de résultats». Une réforme de grande ampleur qui s'appuie sur la modernisation du système

budgétaire et comptable de l'Etat, Abdelkader Benmaarouf, président de la Cour des comptes algérienne, a rappelé dans une allocution prononcée lors du séminaire de lancement de ce projet, que «la demande de projet de jumelage a été formulée en 2018 par la Cour des comptes à l'effet de renforcer les capacités de certification de l'Etat».

Il a, par ailleurs, indiqué que ce projet de partenariat multilatéral vise à «consolider le professionnalisme de la Cour des

comptes vis-à-vis de ses partenaires, à travers l'amélioration de la qualité et la performance de ses travaux de contrôle et de contribuer ainsi au développement de la bonne gouvernance des finances publiques». Aussi, ce jumelage prévoit d'introduire de nouvelles méthodes de travail et de s'attacher à créer un réseau d'acteurs autour de la certification pour permettre à la Cour des comptes de s'adapter à la réforme budgétaire en cours orientée vers la performance et les résultats. Ce partenariat identifie trois résultats à atteindre. Il s'agit d'abord, de la capacité de la Cour des comptes à auditer les comptes de l'Etat aux fins de leur certification conformément aux normes et aux meilleures pratiques internationales.

Il aspire, en second lieu, à consolider les méthodes d'audit de performance et d'évaluation des programmes et des politiques publiques. Enfin, il cible le renforcement des systèmes d'information de la Cour des comptes, de l'audit des systèmes d'information et de l'utilisation des techniques informatisées de contrôle. Evoquant l'aspect financier de ce jumelage, le président de la Cour des comptes a révélé qu'il a été financé par l'Union européenne à hauteur de 1 000 000 euros, dans le cadre du programme «Facilité d'appui aux priorités du partenariat Algérie-Union européenne». Il s'étale sur une période de 24 mois (mars 2022-mars 2024).

M. Z.

PÉTROLE : LE BRENT DÉPASSE LES 85 DOLLARS

Les prix du pétrole se sont redressés hier avec un baril du Brent à 85,38 dollars, tirés par l'évolution de la situation en Ukraine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre montait de 1,57%, en début de matinée. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois, prenait 1,38% à 77,77 dollars. Les cours du brut reprenaient leur souffle après une nouvelle séance en baisse la veille, conduite par les risques croissants de récession mondiale, ce qui ferait s'effondrer la demande. L'approche de l'entrée en vigueur de l'embargo de l'Union européenne sur les importations de pétrole russe le 5 décembre prochain soutient les cours, ramenant les craintes d'un manque d'approvisionnement sur le devant de la scène. Un scénario fait aussi son chemin parmi les analystes : celui d'une nouvelle réduction de l'objectif de production total des membres de l'Opep+ lors de leur réunion du 5 octobre. Début septembre, l'alliance avait choisi de baisser ses quotas de 100 000 barils par jour pour le mois d'octobre. Depuis la dernière réunion du groupe, les deux références mondiales du brut ont chuté d'environ 10%, retrouvant leurs niveaux de janvier, bien loin des sommets enregistrés en mars, à 139,13 dollars pour le Brent et 130,50 dollars pour le WTI, au début de la crise en Ukraine.

الوزير الأول بن عبد الرحمان ي دشّن الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار السبّت المقبل إقناع المستثمرين.. المعركة القادمة للحكومة

ستفتح الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار السبّت المقبل الأيواب أمام المستثمرين المحليين والأجانب، بفضل التحفيزات المختلفة التي أتت بها النصوص التطبيقية لقانون الاستثمار، والتي جاءت لتجسيد التزامات الرئيس والحكومة لتحسين مناخ الأعمال، وتهدف إلى رفع الكايح البيروقراطي، وتضع الإدارة العمومية أمام تحدي الشفافية لاستغلال العقار ومرافقة المتعاملين.



الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار وشعت تحت وصاية الوزير الأول

أحمد حمداني

● بعد مسار طويل من ضبط المنظومة التشريعية للاستثمار، سيتم أخيرا تصيب جميع الهياكل التي جاءت بها النصوص التطبيقية لقانون الاستثمار الجديد، الذي صدرت نصوصه التطبيقية قبل أيام، حيث يشرف غدا الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان على تدشين المقر المركزي للوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار الواقع بالدار البيضاء في الجزائر العاصمة.

ويأتي افتتاح الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، التي وضعت تحت وصاية الوزير الأول بموجب مرسوم تنفيذي، في إطار تسريع وتيرة تجسيد الالتزامات التي أطلقها الرئيس عبد المجيد تبون وتوجيهاته لتدارك الخلل في الجاذبية الاقتصادية المحلية والأجنبية، وضمان الشفافية في توزيع العقار ووضعه "تحت تصرف من يخدمه فقط".

كما يتزامن وضع الوكالة حيز النشاط، بداية مع الغد، مع انطلاق الإحصاء العام للسكان الذي يكتسي طابعا وطنيا ودوليا واستراتيجيا بالغ الأهمية، بما يوفره من معلومات إحصائية دقيقة ومحينة في المجالات الاجتماعية والاقتصادية، فتتح أبواب هذا الهيكل الاستراتيجي أمام الفاعلين يعقب اجتماع الحكومة الولاية الذي طغى عليه الطابع الاقتصادي والتموي، وهو أبرز لقاء حكومي تزامن مع إصدار النصوص التطبيقية لقانون الاستثمار، وافتتح بتوجيهات الرئيس عبد المجيد تبون لولاية الجمهورية بصفتهم "ركائز الدولة" وفضاعلا أساسيا في ترقية الاستثمار، نظرا لدورهم المركزي في ضبط العقار وإحصائه ومرافقة المستثمرين.

تحسين مناخ الأعمال، ومنها على وجه الاستعجال النظر إلى أداء المؤسسات المالية التي لا تزال بحاجة إلى إصلاح جذري وحقيقي، ويرأي مراقبين، لا يمكن للجهود التي تبذلها الإدارة ووساطة الجمهورية لوحدها القضاء على الكايح الاستثماري، ولا يمكن للنصوص وللولاة تحقيق الوثية المرجوة دون إصلاح شامل للمنظومة، فالرهان كبير لبناء قاعدة متينة تستجيب لمتطلبات التنمية، وتشجع على اشتراك المتعاملين أكثر لتحقيق الاكتفاء الذاتي في مختلف الاحتياجات الصناعية الغذائية والخدماتية.

أ.ح

الحقيقية في مجال الاستثمار، في ظل توجه رسمي إلى توسيع صلاحيات وتفعل سلطة قرارهم المحلي وفقا لالتزامات الرئيس في هذا الشأن، ويتزامن وضع المؤسسة العمومية حيز الاستغلال مع استعداد الوزير الأول لعرض مخطط عمل حكومته أمام غرقتي البرلمان مطلع الأسبوع، وتقديم مدى تنفيذ برنامجه، وأمام هذه الجهود لتأسيس بيئة استثمارية ملائمة تستقطب المستثمرين الأجانب والمحليين ورؤوس أموالهم، بهدف تأهيل الاقتصاد الوطني وتجسيد شعار السنة الاقتصادية، تثار أسئلة من جانب آخر إن كانت النصوص لوحدها كافية لتغيير الصورة النمطية السلبية حول مناخ الأعمال في بلادنا، خاصة العوائق التي واجهت الاستثمار الأجنبي المباشر، كما تواجه الحكومة تحديات أخرى خاصة ما تعلق بقوانين مكملة تدعم القانون الجديد وتجسد إصلاحات حقيقية في المنظومات المنسكبة والمالمة، العما، عل.

وفي انتظار افتتاح فروع لهذه المؤسسة عبر كافة الولايات، ينتظر من الولاة، بصفتهم الحلقة الأبرز بين مختلف المؤسسات والجهات، إحصاء تام لمختلف الأوعية العقارية غير المستغلة، ووضعها تحت تصرف الوكالة لإعادة طرحه للاستغلال في إطار الشباك الموحد التابع للوكالة الجديدة، ومما هو منتظر من الولاة أيضا في هذا المنعرج الحاسم: إلغاء الاستفادات من العقار غير المستغل، وتسريع الإجراءات الإدارية، وحتى اللجوء إلى القضاء من أجل الأوعية والمساحات التي لم تتجسد عليها مشاريع بعد 6 أشهر من تاريخ الحصول على عقد الامتياز، وفقا لتوجيهات الرئيس تبون.

كما يتعين على قادة الأجهزة التنفيذية تسهيل كل الإجراءات في إطار المقاربة التي رسمتها الحكومة، القائمة أساسا على إشراك المنتخبين المحليين والنواب وممثلي المجتمع المدني، بغرض الوقوف على الاحتياجات

النواب ينتظرونه في المنعرج

الوزير الأول يتسلح بالأرقام للدفاع عن حصيلته

• تسليط الأضواء على الحكومة لحوالي أسبوعين

التحرير الوطني على الوثيقة بدورها، وسط توجه لاستهداف قطاعات وزارية بعينها، منها قطاعات يُشرف عليها وزراء الحزب (الصناعة مثلا)، ومن المستهدفين أيضا قطاع السكن، فيما استأنست كتلة حركة مجتمع السلم بالخبرات التي تجوزها (نواب مخضرمين) للقيام بقراءة معمقة للتقرير الحكومي ورسم الموقف منه.

وانخرطت لجان برلمانية (مثل لجنة النقل) بدورها في مسار الإعداد للمناقشة، من خلال تخصيص جلسة لدراسة الجوانب المتعلقة بمجال اختصاصها وتقديم إحاطة لأعضائها.

وتواجه قوى الموالاة مأزقا حقيقيا خلال المناقشة، إذ تضعها المبالغة بالنقد في حالة إنكار لمسؤوليتها بحكم مشاركتها في إدارة قطاعات وزارية، بالمقابل فإن التماهي مع الجهاز الحكومي سيضعها في موقع المتواطئ.

ومن المرتقب أن يعمل البرلمان والحكومة على تحويل امتحان الحصيلة من استعراض قانوني شكلي للوفاء بالأحكام الدستورية إلى عرس ديمقراطي، في ظل انتقادات المعارضة الموجودة خارج أسوار البرلمان ومن قوى سياسية ممثلة فيه لأدائه، وفيما الأنظار موجهة للجزائر من قبل أطراف عدة، وخصوصا من قبل مجلس حقوق الإنسان الأممي، وتنظيمات دولية أخرى.

وخصوصا الجبهة الاجتماعية، وفي اقتراح حلول لمشاكل تدهور القدرة الشرائية ومناصب الشغل وزيادات معدلات الجريمة.

ويشكل المرور أمام البرلمان فرصة للوزير الأول للإثبات جدارته بمنصبه والاستفادة القصوى من تسليط الأضواء عليه لحوالي أسبوعين، في مواجهة نواب حصلوا على رخصة من الرئيس عبد المجيد تبون الذي لمح في خطابه أمام الولاية السبت بأنه لن يواصل التغطية على بعض القطاعات الحكومية، واضعا النواب أمام مسؤوليتهم في إظهار النقائص والاختلالات المسجلة في الأداء الحكومي.

ولن يكون الوزير الأول وحده المستهدف في هذا الامتحان السياسي الذي تسهر السلطات على إنجاحه، بل العديد من أعضاء الحكومة.

الكتل تُعد العدة

وتجهز المجموعات واللجان البرلمانية نفسها منذ أيام لهذا الموعد، من خلال إنشاء فرق عمل تتولى إعادة قراءة الوثيقة الحكومية وتقنيك مضمونها.

ويشهد مقعر البرلمان اجتماعات لهذا الغرض، إذ كشفت كتلة البناء الوطني المنتمية للمتحالف الحكومي عن إطلاق دراسة وتقييم للوثيقة الحكومية، ومن المقرر أن تلتئم مع قيادة الحزب عشية عرض الحصيلة لوضع المسات الأخيرة على تدخلات أعضاء كتلة الحزب. وتشغل كتلة حزب جبهة


تسلح الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان بالأرقام والبيانات الإحصائية في حصيلته للرد على الانتقادات المتوقعة لنواب يُرتقب أن يركزوا على ما لم يُنجز من الوعود التي أطلقها قبل عام حول عرض مخطط عمل حكومته. وقد شكل المرور أمام الولاية، السبت والأحد الماضيين، نوعا من التدريب للوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن وطاقمه قبل المرور على البرلمان بمناسبة عرض بيان السياسة العامة للحكومة، والتي يأمل في أن يأخذ النواب علما بالتزامه بتقديم الحصيلة والخضوع للأحكام الدستورية التي توجب تقديمها مرة واحدة في السنة، وبالنتائج المحققة في مجال التصدير خارج المحروقات والفائض في ميزان المدفوعات والإنجازات المسجلة في مكافحة الفساد واسترجاع الأموال التي نهبتها العصابة التي يجري تحميلها مجمل المسؤولية عن الصعوبات التي تواجهها الجزائر في تحقيق الإقلاع الاقتصادي، رغبة منه في كسب معركة العلاقات العامة والحصول على نقاط إضافية لإسكات الأصوات التي تعرض خدماتها وتضغط لإجراء تغييرات في الجهاز الحكومي، ومنها ما صدر عن أحزاب في الموالاة نفسها التي طالب بإفساح مكان لوجوه جديدة، بحجة عجز أعضاء في الفريق الحكومي عن الاستجابة للصعوبات التي يواجهها المواطنون الجزائريون،




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES-CHANNEL](https://www.youtube.com/channel/UC...) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger